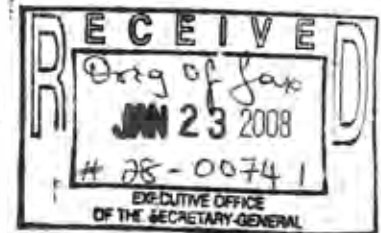


Le Ministre

Algeria
Mujib's bombing
الوزير

Alger, le 19 Janvier 2008

**Son Excellence Ban Ki-Moon
Secrétaire Général de l'Organisation
des Nations Unies**



Monsieur le Secrétaire Général,

L'Algérie a eu le triste privilège d'être parmi les premiers pays dans le monde à faire face à un terrorisme aveugle et barbare, bien avant que ce fléau ne s'étende de manière fulgurante à travers la planète.

Il n'est, hélas, un secret pour personne -et nous ne pouvons que le déplorer- que l'Organisation des Nations Unies est ciblée aujourd'hui, comme un objectif du terrorisme à travers le monde.

Nous connaissons donc bien les méfaits du terrorisme cruel et sanguinaire. Notre lutte, quant à elle, a pu servir d'exemple lorsque la communauté internationale a décidé de s'unir pour s'opposer à la violence et présenter un front uni contre le terrorisme.

Cette lutte contre le terrorisme est loin d'être terminée et des attentats continuent à endeuiller de nombreux pays, malgré les précautions prises et la vigilance qu'ils ne cessent de déployer.

Les attentats du 11 décembre dernier ont visé à la fois les institutions algériennes et celles de l'ONU et, comme vous avez pu le constater vous-même lors de votre visite à Alger, la solidarité des autorités algériennes et de la population algérienne s'est manifestée avec la même promptitude et avec le même empressement aussi bien pour les victimes algériennes que pour celles parmi les fonctionnaires de l'ONU.

Je ne vous cache pas qu'il nous est particulièrement désagréable, étant donné le prix payé par l'Algérie dans sa lutte contre le terrorisme, de penser que quiconque puisse encore émettre des doutes sur notre volonté de tout mettre en oeuvre pour la protection de nos citoyens et pour celle de toutes les institutions diplomatiques installées chez nous.

On peut relever des imperfections dans notre système de défense, et nous sommes prêts, pour y remédier, à discuter avec, tous ceux qui peuvent nous aider à mieux faire.

Mais recourir, sans nous consulter, à une commission d'enquête chargée de vérifier sur place les conditions dans lesquelles se sont déroulés les attentats du 11 décembre, représente, à l'égard de l'Algérie, un signe de méfiance et de désapprobation qu'il nous est difficile d'admettre alors que les autorités algériennes n'ont jamais refusé leur collaboration avec les responsables de l'ONU.

Je tiens donc à exprimer mes plus expresses réserves en ce qui concerne cette initiative très malvenue de constituer une commission d'enquête dont la création serait un affront à notre dignité et une atteinte intolérable à notre souveraineté nationale.

Il est inadmissible que l'Organisation des Nations Unies ait pu prendre une telle initiative d'intervention en Algérie, qu'elle ait engagé des consultations avec d'autres pays membres, et rendu publique cette initiative sans en parler au préalable avec l'Algérie.

Dans ces conditions, vous comprendrez qu'il est impossible au gouvernement algérien de coopérer dans le cadre de cette logique qui est d'autant plus nulle et non avenue qu'elle s'impose comme un précédent absolument inédit dans les annales des Nations Unies.

Cela étant, l'engagement de l'Algérie à coopérer avec l'ensemble de la communauté internationale pour l'éradication de la violence aveugle et du terrorisme barbare demeure entier.

Dans ce cadre, je continue à croire qu'il y a un rôle à jouer pour l'Organisation des Nations Unies, tant pour satisfaire le souci légitime du personnel à être mieux protégé ici et ailleurs à travers le monde, que pour la coordination des efforts internationaux dans la lutte contre ce fléau.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma très haute considération.



Mourad MEDELICI